



Def

PLAN

IMPRIMER

1

L'État, acteur central dans la refondation de la nation républicaine de 1946 aux années 1970

A) Un État qui se modernise et se renforce sur le plan politique au lendemain de la guerre

- le retour à un **régime parlementaire** et au **fonctionnement démocratique** après la Seconde Guerre mondiale
- la création de l'École nationale d'administration (ENA) en 1945 : former les hauts fonctionnaires d'un État dont le rôle s'accroît
- un **État fortement centralisé et interventionniste** sous de Gaulle : création des maisons de la culture, création de la DATAR pour l'aménagement du territoire
- vers le **renforcement du pouvoir exécutif** : la Constitution de la V^e République de 1958 renforce le rôle du président de la République, élu au suffrage universel à partir de 1962

B) Un État-providence : l'élargissement des prérogatives de l'État dans le domaine social

- conformément au programme du Conseil national de la Résistance (CNR), création de la Sécurité sociale en 1945
- l'**extension des droits économiques et sociaux** renforce la cohésion nationale
 - allocations familiales en 1946
 - troisième semaine de congés payés en 1956
 - mise en place de l'assurance chômage

C) Un État bâtisseur et planificateur

- le **renforcement du rôle économique de l'État** avec la création d'un secteur public puissant : **nationalisations** d'entreprises dans des secteurs stratégiques (banques, énergie, transports)
- la création du Commissariat général au Plan en 1946 : organiser et mettre en œuvre la **reconstruction et la modernisation** de l'économie (plan Monnet en 1947)
- la **modernisation du pays** se poursuit sous de Gaulle à partir de 1958 et sous Pompidou : création du CEA, du CNES, construction du tunnel du Mont-Blanc, du réseau autoroutier, etc.

Transition : en 1946, en France, il s'agit de refonder la République **en s'appuyant sur les valeurs de la Résistance**.

2

Les mutations du pouvoir de l'État depuis les années 1970 : une érosion ?

A) D'un État fortement centralisé à la décentralisation

- une **centralisation** héritée de l'Ancien Régime
 - les lois Defferre de 1982-1983 transfèrent des compétences de l'État aux **collectivités territoriales** : communes, départements et régions
 - l'avènement de la **démocratie locale** : « les communes, les départements et les régions s'administrent librement par des Conseils élus » (art.1 de la loi de 1982) et les organes d'administration décentralisés sont élus au suffrage universel
 - l'approfondissement de la **décentralisation** avec les lois de 2003-2004
-

B) La remise en cause des prérogatives de l'État sous l'effet de la construction européenne et de la mondialisation

- la **construction européenne** depuis 1957 entraîne des **transferts de souveraineté à l'UE** et l'**adoption d'une monnaie commune**, l'euro en 2002
 - l'**érosion de la souveraineté étatique** due à l'interdépendance économique et financière issue de la mondialisation : vers un affaiblissement de l'État-nation ?
 - le **désengagement de l'État** sous l'influence des théories libérales : vagues de privatisations des années 1980-1990 ; remise en cause de l'État-providence au nom de la rigueur
-

C) Alternances et cohabitations

- l'**alternance de 1981** avec l'élection de François Mitterrand
 - les **cohabitations de 1986 et 1993** redéfinissent les attributions du président de la République et du Premier ministre et posent la question de l'**efficacité d'un système à deux têtes**
 - l'**abandon du septennat** au profit du quinquennat pour éviter les cohabitations
-

D) S'adapter aux évolutions sociales

- l'avènement de la **société de consommation** et la montée de l'**individualisme**
- face à la crise économique et à la mondialisation, des **aspirations nouvelles de la société** : mouvements féministes, étudiants, ouvriers et syndicaux
- l'**élargissement des droits politiques et sociaux** pour répondre à ces aspirations
 - SMIC en 1970
 - droit de vote à 18 ans en 1974
 - légalisation de l'IVG en 1975
 - 5^e semaine de congés payés en 1982
 - retraite à 60 ans en 1983
 - RMI en 1988
 - CMU en 1999

Transition : la **décentralisation**, la **mondialisation** et l'**intégration européenne** réduisent les fonctions de l'État et amènent les gouvernements à en repenser le rôle.

A) L'État et les médias : entre liberté et influence

- sous de Gaulle, la **radio et la télévision publique** sont des outils de communication importants du pouvoir, qui **contrôle étroitement les médias** : ministère de l'Information, ORTF, censure
- le tournant des **revendications de mai 68** : l'autorité de l'État est remise en cause par les jeunes, qui revendiquent entre autres une **libéralisation des médias audiovisuels**
- avec la libéralisation, les **médias se multiplient** : chaînes TV et radios privées

B) L'influence croissante des médias sur le fonctionnement du gouvernement

- le **renforcement de la personnalisation du pouvoir** sous la V^e République : interventions régulières du chef de l'État à la télévision pour expliquer sa politique aux citoyens
- la fluctuation de l'opinion se mesure par des **sondages d'opinion**, relayés par les médias : les gouvernements commandent des sondages pour mieux connaître l'opinion des Français et réorienter leur action
- une relation entre l'opinion publique et le gouvernement transformée par les **réseaux sociaux** : **les citoyens deviennent producteurs d'information**, en dehors du contrôle des médias et de l'État

C) L'État et les citoyens : une défiance grandissante

- l'**accroissement des inégalités sociales**, la **hausse des discriminations**, la **ségrégation urbaine** : une intégration en panne ?
- l'abstention électorale, symptôme d'une **coupure entre les citoyens et l'État** ?
- la montée des **extrêmes**

Bilan : depuis les années 1990, **les citoyens se défient de la classe politique**. Les Présidents commandent de plus en plus de sondages pour prendre le pouls de l'opinion publique.
